Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

100-101 | 2005

Éducation, religion, état

État, religion et éducation en Angleterre

Les limites du compromis

State, Religion and Education in England : The Limits of Compromise

Christopher Sinclair

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1531>

DOI : 10.4000/jda.1531

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005

Pagination : 75-95

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Christopher Sinclair, « État, religion et éducation en Angleterre », *Journal des anthropologues* [En ligne], 100-101 | 2005, mis en ligne le 18 novembre 2010, consulté le 21 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1531> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.1531>

Ce document a été généré automatiquement le 21 décembre 2020.

Journal des anthropologues

État, religion et éducation en Angleterre

Les limites du compromis

State, Religion and Education in England : The Limits of Compromise

Christopher Sinclair

- 1 On oppose souvent le système scolaire français, centralisé et laïque, au système scolaire anglais¹, beaucoup plus décentralisé et multiforme et laissant une place relativement importante au religieux. Le contraste est bien réel, et il s'explique évidemment par l'histoire différente de chacun des deux pays : la République française ayant dû affirmer son identité de façon nette face à un catholicisme puissant ; le Royaume-Uni ayant choisi beaucoup plus la voie du compromis avec des forces religieuses depuis longtemps plurielles.
- 2 Il ne faut cependant pas exagérer cette opposition. Comme cette étude historique et sociologique tentera de le montrer, le sens britannique du compromis et du pluralisme n'a pas empêché bien des conflits en Angleterre entre religion et laïcité, dont l'État et l'appareil scolaire ont été les enjeux. Et surtout, les transformations rapides de ces dernières décennies débouchent actuellement sur une crise qui pourrait entraîner une remise en cause profonde des compromis traditionnels. En effet, on assiste aujourd'hui à une remontée spectaculaire du camp laïque, qui dénonce le fait que les groupes religieux seraient en train d'utiliser abusivement l'école comme un moyen de résistance identitaire et d'affirmation communautariste.

Avant l'instauration du système scolaire public

- 3 Avant le XIX^e siècle, la fondation et la gestion des écoles en Angleterre étaient laissées entièrement à l'initiative privée individuelle ou collective. Dans ce contexte, ce sont surtout les Églises qui ont travaillé à développer le réseau scolaire. Les périodes de ferveur religieuse, comme le haut Moyen Âge catholique, la Réforme protestante, et enfin les réveils méthodiste et évangélique, ont eu chaque fois pour résultat la création

de nombreuses institutions d'enseignement, soit payantes et élitistes, soit caritatives et populaires. Lorsqu'au début des années 1830 l'État anglais prend la décision d'accorder des aides publiques à l'enseignement, les premiers bénéficiaires en sont tout naturellement les écoles gratuites des groupements religieux : d'abord les écoles anglicanes en 1833, puis au cours des années suivantes les écoles protestantes non-conformistes, les écoles catholiques et les écoles juives.

- 4 Le système éducatif anglais est donc dès ses débuts fortement marqué par la présence judéo-chrétienne, mais également par le pluralisme culturel, religieux et politique. Pluralisme culturel : l'Angleterre, malgré son hégémonie sur l'État britannique, a dû accepter le fait que les îles britanniques sont constituées d'une pluralité de cultures (celtique, anglo-saxonne, franco-normande...) et de « pays » (Angleterre, Écosse, pays de Galles, Irlande). Pluralisme religieux : depuis la Réforme du XVI^e siècle, le christianisme anglais et britannique est pluriel, avec autour de 75% d'anglicans de tendances très diverses, 10% à 20% (selon les périodes) de protestants non-conformistes, et autour de 10% de catholiques ; à quoi il faut ajouter encore la communauté juive (entre 0,5% et 1%) relativement bien intégrée depuis 1650. Pluralisme politique : l'octroi des premières aides de l'État aux écoles confessionnelles, dans les années 1830, succède de près à l'accession des protestants non-conformistes, des catholiques et des juifs à la pleine égalité des droits civiques et politiques (1828-29). Cet arrière-plan pluraliste a fortement influencé la politique scolaire des gouvernements anglais du XIX^e siècle à nos jours. Enfin, malgré un certain degré de centralisation londonienne, la mentalité britannique a toujours valorisé la communauté et l'autonomie locales, considérées comme plus humaines et efficaces que la planification étatique. Les lois qui fondent le système éducatif moderne accordent par conséquent un grand rôle aux autorités locales et régionales dans la gestion de ce système ; les écoles publiques anglaises sont d'ailleurs appelées *council schools* (écoles municipales) ou *county schools* (écoles de comté) aussi souvent, sinon plus, que *state schools* (écoles d'État)².
- 5 Au milieu du XIX^e siècle, le régime scolaire anglais, dans ses rapports avec le religieux, diffère finalement assez peu du régime scolaire français sous la monarchie de Juillet (loi Guizot, 1833), la Deuxième République (loi Falloux, 1850) et le Second Empire : grande liberté et responsabilité laissées aux Églises et respect de la liberté religieuse malgré certains privilèges accordés à la confession majoritaire. Autre point commun de l'époque : France et Angleterre connaissent les mêmes luttes entre un camp laïque et un camp religieux pour le contrôle de l'enseignement ; luttes qui vont s'intensifier dans les deux pays à partir des années 1870-1880, lorsque l'État cherchera à mettre sur pied un système scolaire public.

L'instauration du système public et le compromis avec les Églises

- 6 On l'ignore parfois, mais un camp laïque existe bel et bien en Angleterre. Apparu dès le XVIII^e siècle, il a pour base sociale des nobles et des bourgeois influencés par les Lumières et le rationalisme scientifique, ainsi que des gens du peuple devenus anticléricaux par déception devant la lenteur des Églises à lutter contre les misères et les injustices liées à la révolution industrielle. A partir du milieu du XIX^e siècle, il se dote d'une base politique au sein des syndicats, du parti libéral, du parti travailliste (créé en

1900). Mais il a aussi une solide base religieuse, à savoir les Églises non-conformistes (quakers, baptistes, congrégationalistes, méthodistes...), farouchement attachées au principe de séparation de l'Église et de l'État. Ce sont surtout les efforts de ce camp laïque qui conduisent à l'édification du système d'enseignement public anglais, par une série de lois entre 1870 et 1944 (*Forster Act* de 1870 ; *Balfour Act* de 1902 ; *Butler Act* de 1944). Ce système public accueille aujourd'hui environ six millions d'élèves, soit 93% des enfants d'âge scolaire du pays, primaire et secondaire confondus, dans plus de 25 000 écoles.

- 7 Le projet d'un système d'enseignement public laïque a cependant rencontré une forte opposition de la part d'un camp religieux constitué du parti conservateur, de l'Église anglicane et de l'Église catholique, qui souhaitaient que les institutions religieuses puissent garder un maximum de contrôle sur l'enseignement. Après de vives controverses à l'occasion de chaque nouvelle loi, le camp laïque et le camp religieux sont finalement parvenus à un compromis. Le camp religieux a accepté l'instauration d'un système d'enseignement placé prioritairement sous la responsabilité des pouvoirs publics ; mais en échange le camp laïque a dû faire au camp religieux trois concessions majeures :
- 8 1 – La liberté de l'enseignement a été maintenue, permettant aux confessions religieuses de continuer à fonder et à gérer des écoles. Aujourd'hui le secteur privé accueille 500 000 élèves, soit 7% des élèves anglais (primaire et secondaire confondus), dans plus de 2 500 écoles. Les deux tiers de ces écoles privées, soit environ 1 600, ont un caractère confessionnel. Plus d'un millier d'entre elles sont anglicanes, environ 200 catholiques, une centaine évangéliques, une centaine musulmanes, une quarantaine juives, et quelques-unes hindoues, sikhs, baha'is ou autres.
- 9 2 – Une proportion importante des écoles du système public ont conservé un caractère confessionnel. Si l'État a fondé des milliers d'écoles à caractère laïque, et s'il est parvenu à laïciser une partie des écoles que les Églises (notamment les Églises non-conformistes) lui ont léguées, il a cependant dû accepter d'intégrer dans le système public de nombreuses écoles confessionnelles, surtout anglicanes et catholiques, sans pour autant les laïciser. Tel qu'il se définit lui-même, l'enseignement public britannique se présente comme un système « duel » (*dual system*) à la fois laïque et confessionnel : aujourd'hui 70% des écoles publiques (18 000) sont laïques, car gérées uniquement par les pouvoirs publics ; et 30% des écoles publiques (7 000) sont confessionnelles, car gérées conjointement par les pouvoirs publics et tel ou tel groupe religieux. Les écoles anglicanes et catholiques sont en tête (4 600 écoles primaires et 200 écoles secondaires anglicanes accueillant en tout près de 900 000 élèves ; 1 700 écoles primaires et 360 écoles secondaires catholiques accueillant en tout 650 000 élèves), puis loin derrière viennent les écoles juives (30 écoles primaires, deux secondaires) et les méthodistes (28 écoles primaires) ; et enfin, depuis 1997, d'autres confessions (deux écoles primaires et une secondaire musulmanes ; deux écoles primaires sikhs ; une école primaire orthodoxe ; une école primaire adventiste).
- 10 Tout en étant financées par les pouvoirs publics, ces écoles confessionnelles ont toute liberté d'afficher leur identité spécifique, notamment à travers leur nom (*St Mary's Anglican School, Corpus Christi Catholic School, Jewish Progressive School, Islamia School...*). Elles sont autorisées à recruter en priorité des élèves de leur propre confession, sur présentation de certificats délivrés aux parents par les autorités religieuses (certificat de baptême, de bar-mitzvah, etc. et/ou certificat d'assiduité aux offices religieux). Elles

peuvent consacrer jusqu'à deux heures par semaine à l'éducation religieuse, et donner à celle-ci une orientation confessionnelle. Elles n'ont toutefois pas le droit de recruter leurs enseignants selon des critères religieux (du moins ouvertement), et elles doivent enseigner l'intégralité des programmes scolaires nationaux.

- 11 3 – Même dans la partie non-confessionnelle du secteur public, la religion conserve une place. Selon les lois de 1870, 1902 et 1944, dont les grandes orientations sont encore en vigueur aujourd'hui, les écoles laïques du secteur public sont tenues de proposer à leurs élèves une heure hebdomadaire d'enseignement religieux protestant « non-dénominationnel » (*non-denominational*, c'est-à-dire ne favorisant aucune Église protestante particulière), ainsi qu'un moment de culte, lui aussi d'inspiration protestante, rassemblant toute l'école en début de journée. Ces deux créneaux religieux de la vie scolaire sont animés par des enseignants. Cependant, selon des clauses de conscience présentes déjà dans la loi de 1870 : a) les parents peuvent obtenir, sur simple demande et sans justification, que leurs enfants soient dispensés de religion à l'école ; b) les enseignants qui animent la religion à l'école doivent être des volontaires, autrement dit aucun enseignant ne peut être contraint d'assumer cette tâche ; c) si l'école compte des enfants d'autres confessions que le protestantisme, des heures de religion peuvent être organisées pour eux, si un enseignant est volontaire pour le faire.
- 12 Les créneaux religieux de la vie de l'école sont supervisés dans chaque région scolaire par un conseil permanent (appelé *Standing Advisory Council on Religious Education*, ou SACRE), où siègent des représentants des groupes religieux, des pouvoirs publics, des autorités scolaires, des syndicats d'enseignants et des parents d'élèves.
- 13 Nous avons insisté plus haut sur les points communs entre les régimes scolaires français et anglais au milieu du XIX^e siècle. Mais à partir des années 1870-1880, les deux systèmes ont divergé : s'il y a bien eu une sorte de « guerre des deux Angleterre », celle-ci a débouché sur un compromis pragmatique entre laïcité et présence religieuse dans l'enseignement, tandis qu'en France la religion (incarnée par la présence massive de l'Église catholique) et la laïcité se sont exclues mutuellement : entre 1880 et 1905, la « guerre des deux France » a débouché sur une victoire nette d'un des deux camps, en l'occurrence la camp laïque, et le système scolaire public moderne s'est édifié sur la base d'un rejet radical de l'influence ecclésiastique. Toutefois, la différence n'est pas absolue : en France aussi la liberté de l'enseignement a été accordée, là encore pour satisfaire aux exigences de l'Église. N'oublions pas non plus qu'en 1959 la loi Debré a créé le statut d'« établissement privé sous contrat » qui permet aux écoles libres, en majorité catholiques, d'être subventionnées par l'État français. Au-delà des différences de terminologie, ce statut n'est-il pas finalement assez semblable à celui des écoles confessionnelles du service public en Angleterre ?

La fin de la prépondérance chrétienne et l'option multiculturaliste

- 14 Le compromis anglais entre religion et laïcité, finalisé par la loi scolaire de 1944, fait figure de formule idéale pendant une quinzaine d'années. La population, les pouvoirs publics et les Églises sont tous satisfaits de cette solution, qui à leurs yeux reflète de façon fidèle et équilibrée la composition idéologique du pays. Un pays qui se conçoit encore à l'époque comme une « nation chrétienne », avec une Église établie jouissant de

privilèges certains, mais où en même temps la liberté de religion est respectée, de même que la liberté de ne professer aucune religion (Cruickshank, 1963).

- 15 Toutefois, cette situation d'équilibre ne va pas durer. La déchristianisation de la société, qui paraissait endiguée dans les années cinquante, connaît en effet une brusque accélération à partir des années soixante. Les Églises voient le nombre de leurs membres et de leurs pratiquants hebdomadaires chuter brutalement (25% dans les années cinquante ; seulement 7% aujourd'hui), et les « valeurs judéo-chrétiennes » perdent de leur influence (Davie, 1994 ; Brown, 2001). Il s'ensuit un processus de sécularisation interne du système scolaire public. Les écoles confessionnelles, qui représentaient 40% du nombre total d'écoles publiques en 1944, n'en représentent plus que 30% dans les années quatre-vingt (la même proportion qu'aujourd'hui, comme nous l'avons vu). Parallèlement, la place du religieux dans les écoles non-confessionnelles se réduit, surtout en contexte urbain : de plus en plus de parents demandent que leurs enfants soient dispensés de religion à l'école, et il devient de plus en plus difficile de trouver des enseignants compétents ou même simplement volontaires pour animer les cours de religion et les moments de culte commun. La conséquence c'est qu'aujourd'hui un bon tiers des écoles non-confessionnelles n'ont plus de véritables cours de religion ou de culte collectif, car elles n'ont plus ni la motivation ni les moyens d'obéir aux dispositions de la loi.
- 16 Les gouvernements travaillistes des années 1964-70 et 1974-79 auraient pu profiter de cette sécularisation interne *de facto* du système scolaire public pour imposer à celui-ci une laïcisation complète *de jure*. On a parfois cru qu'ils s'apprêtaient à le faire, sous la pression de l'aile gauche de leur parti, de certains syndicats et des associations sécularistes (*National Secular Society* et *British Humanist Association*), qui réclamaient la fin des subventions publiques aux écoles confessionnelles, l'abolition des cultes dans toutes les écoles publiques et la transformation des cours de religion en cours d'éducation civique. Mais ce virage « à la française » aurait conduit à un affrontement coûteux avec les Églises, affaiblies mais encore bien présentes, et les leaders travaillistes ont préféré éviter cela.
- 17 Il y a certes eu une laïcisation partielle entre 1960 et 1980, en ce que les directives pédagogiques officielles ont réussi à pousser un certain nombre d'écoles à ne plus concevoir leurs leçons de religion comme une sorte de catéchisme protestant, mais comme un cours combinant informations sur les religions et éducation à la tolérance. Toutefois, la principale évolution de cette période n'est pas tant cette laïcisation partielle que le développement du « multiculturalisme ». Le multiculturalisme (le mot est apparu à la fin des années 1960) peut se définir comme une tentative d'adaptation du pluralisme britannique traditionnel à la diversification ethnique et religieuse de la société anglaise entre 1950 et 1980. Diversification qui est due à une forte immigration musulmane, hindoue et sikhe en provenance des anciennes colonies, notamment l'Inde et le Pakistan. Les musulmans présents sur le sol britannique seraient aujourd'hui environ un million et demi, soit 2% de la population du pays ; les sikhs seraient autour de 500 000 et les hindous autour de 400 000, soit chaque fois environ 0,5% de la population totale. Ces nouveaux groupes ethnico-religieux restent très minoritaires, mais leur natalité relativement forte leur donne de nombreux jeunes de deuxième puis de troisième génération, et leur concentration dans certaines zones des grandes villes (Est et Sud de Londres, Birmingham, Manchester, Leeds, Bradford...) accroît leur

visibilité sociale, d'autant plus qu'ils sont souvent touchés par le chômage et la pauvreté.

- 18 D'un côté les immigrants font peur, ce qui a pour conséquence une politique d'immigration de plus en plus stricte dès la fin des années soixante, aboutissant finalement à une quasi fermeture des frontières. La violence raciste éclate ici ou là. Mais d'un autre côté, culpabilisée par le passé impérial du pays, l'opinion anglaise majoritaire des années 1960-70 est disposée à respecter la culture des immigrants. L'Angleterre en vient alors à se concevoir non plus comme une société judéo-chrétienne, mais comme une société multiculturelle dont la diversité ethnique, culturelle et religieuse, dépassant les frontières du judéo-christianisme, est une richesse à mettre en valeur (Commission for Racial Equality, 1990 ; Goulbourne, 1991 ; Kymlicka, 1995 ; Poulter, 1998). Dans son intention, le multiculturalisme n'a pas pour objectif d'accentuer les divisions intercommunautaires, mais au contraire de créer des conditions sociales équitables et harmonieuses propres à favoriser l'intégration des individus. Appliqué au domaine scolaire, cet idéal apparaît très clairement dans le rapport parlementaire *Education for All* de Lord Michael Swann (Swann, 1985 ; Lemosse, 1993). Selon ce document volumineux (800 pages) et qui a fait date, le système éducatif doit jouer un rôle central dans la création d'une nouvelle identité nationale britannique, multiethnique, multiculturelle et multireligieuse. Sur le plan politique le multiculturalisme a été rejeté par l'aile laïque de la gauche et du centre, et par l'aile nationaliste de la droite ; mais il a été accepté par un large consensus majoritaire, tant à gauche qu'à droite, et pratiqué à la fois par le pouvoir travailliste (années 1960-70), le pouvoir conservateur (années 1980-90) et le pouvoir néotravailliste (depuis 1997).

Le travaillisme

- 19 Les gouvernements travaillistes des années 1960-70 (Harold Wilson, James Callaghan) encouragent les autorités scolaires régionales et municipales, qui sont, rappelons-le, responsables en grande partie de la gestion des écoles, à respecter la culture des communautés indo-pakistanaïses. Ces dernières se concentrent justement dans les fiefs travaillistes que sont les villes industrielles. Musulmans, sikhs et hindous sont en général attachés à leur religion, et les travaillistes anglais, plus influencés par le socialisme chrétien que par le marxisme, n'ont pas trop de peine à accepter et à valoriser cette dimension religieuse. Dans les municipalités urbaines tenues par la gauche, les cours de religion et les cultes scolaires deviennent résolument interreligieux, et l'accent est mis sur les valeurs religieuses propres à favoriser une citoyenneté à la fois plurielle et solidaire.
- 20 Dans certaines écoles, les fêtes des différentes traditions religieuses (Noël, Pâques, le Ramadan, le Diwali hindou...) sont toutes célébrées à égalité – avec liberté laissée aux élèves d'y participer ou non. Le foulard islamique et le turban sikh sont admis, et les cantines scolaires respectent les interdits alimentaires. Pendant le Ramadan les enfants qui jeûnent ont des horaires scolaires adaptés, et une salle de prière spéciale est mise à leur disposition. La vie religieuse de l'école est placée sous la responsabilité d'un ou plusieurs enseignants appelés « coordinateurs religieux ». Ces derniers sont parfois d'origine indo-pakistanaïse, puisque d'une façon générale les municipalités de gauche essaient d'augmenter la proportion d'enseignants issus de l'immigration dans les écoles des quartiers multiethniques. Cette politique multiculturelle et interreligieuse, lancée

dans les années 1960-70, est encore largement appliquée aujourd'hui, les travaillistes restant majoritaires dans la plupart des conseils municipaux des grandes villes. Il est évident que de telles pratiques, acceptables pour la gauche et le service public britanniques, seraient inconcevables dans les écoles publiques françaises.

Le thatchérisme

- 21 La période des gouvernements conservateurs des années 1980-90 est ambiguë. D'un côté il est certain que l'on observe une remontée de la droite chrétienne, et que celle-ci a une certaine influence sur les gouvernements Thatcher et Major ; d'un autre côté, ces gouvernements sont assez pragmatiques pour ne pas s'opposer au consensus multiculturaliste.
- 22 Les chrétiens conservateurs, conduits par l'évêque anglo-catholique de Londres Graham Leonard, réussissent à faire inclure dans la loi de réforme scolaire de 1988 (*Baker Act*) une clause selon laquelle la religion à l'école « doit refléter le fait que les traditions religieuses de Grande-Bretagne sont principalement chrétiennes ». Mais cette demande va avoir peu d'effets concrets, car la loi stipule aussi que ces cours doivent tenir compte des autres traditions religieuses présentes en Grande-Bretagne, et que les écoles dont les élèves sont majoritairement non-chrétiens peuvent obtenir des dérogations leur permettant de donner la priorité à d'autres religions que le christianisme (Pumfrey & Verma, 1993).
- 23 La droite chrétienne aurait aussi voulu que des enseignants de religion chrétienne soient recrutés et formés en grand nombre par le gouvernement, mais celui-ci, par souci d'économie et peut-être pour préserver une certaine neutralité, n'a finalement pas débloqué les crédits nécessaires.
- 24 Au cours des années 1980-90, les écoles privées religieuses connaissent un succès croissant, car elles attirent de plus en plus de familles de la classe moyenne déçues du secteur public. Le gouvernement accepte de subventionner un certain nombre d'écoles privées anglicanes, catholiques ou juives, qui deviennent donc des écoles confessionnelles du secteur public (Bell, 1991). Voyant cela, les sikhs, les hindous et surtout les musulmans commencent à faire campagne pour que leurs écoles privées puissent elles aussi avoir le droit de s'intégrer au secteur public. Thatcher et Major font traîner les choses, mais en cherchant en même temps à maintenir de bonnes relations avec les communautés religieuses issues de l'immigration, préparant ainsi inconsciemment le terrain aux mesures du gouvernement Blair.
- 25 Thatcher et Major ont donc favorisé les juifs et les chrétiens, mais sans pour autant détruire l'édifice multiculturaliste. Cela peut s'expliquer par la résistance des conseils municipaux et éducatifs urbains tenus par la gauche (même si Thatcher est parvenue à en abolir certains, notamment l'*Inner London Education Authority*), mais aussi par la nature du thatchérisme lui-même : par sa confiance dans les potentialités de la société civile, dont le religieux est une composante importante et par son approche pragmatique, qui l'a amené à voir dans les valeurs religieuses en général (et non seulement judéo-chrétiennes) des fondations utiles à instrumentaliser pour ses campagnes de régénération morale de la société (promotion du sens civique, du respect de la loi, de la discipline personnelle, de la responsabilité individuelle, de l'esprit d'initiative et d'entreprise...).

Le blairisme

- 26 Le *New Labour* (nouveau travaillisme) de Tony Blair, qui arrive au pouvoir en 1997, conjugue le soutien aux initiatives privées, hérité du *thatcherisme*, et le soutien au multiculturalisme, hérité de la gauche des années 1960-70. Le nouveau Premier ministre ne cache pas son admiration pour les écoles confessionnelles, pour ce qu'il appelle *their sense of mission* (leur conscience d'avoir une mission), pour la discipline qui y règne, et pour leurs bons résultats académiques. Lui et sa femme font d'ailleurs le choix d'envoyer leurs trois enfants dans des écoles religieuses catholiques du secteur public. En même temps, ses convictions chrétiennes de gauche le poussent, par souci d'équité, à étendre aux autres religions les droits dont jouissent depuis longtemps les confessions juive et chrétiennes. La situation est donc mûre pour que le gouvernement (pour la première fois dans l'histoire britannique) autorise des écoles confessionnelles autres que chrétiennes ou juives à passer du statut d'écoles privées à celui d'écoles confessionnelles du secteur public. Les premières à recevoir cette autorisation sont deux écoles primaires musulmanes (1997 et 1998), une école primaire sikhe (1999) et une école secondaire musulmane (2000). Tout en étant tenues d'enseigner les programmes scolaires nationaux, ces écoles ont toute liberté d'enseigner par exemple d'autres langues (arabe, urdu, *pundjabi*, hindi...) ; elles sont libres aussi de recruter en priorité des élèves musulmans, hindous ou sikhs, de donner un enseignement religieux d'orientation confessionnelle, d'imposer un uniforme scolaire qui soit en accord avec des principes religieux (foulard islamique, turban sikh), de ne pas pratiquer la mixité garçons-filles.
- 27 Dans sa majorité, l'opinion publique paraît mûre elle aussi. Elle ne semble pas choquée des « privilèges » que nous venons de citer, étant donné que depuis longtemps les écoles juives et les écoles chrétiennes jouissent de droits du même type. Et lorsque le gouvernement affirme que sa politique de soutien aux nouvelles écoles confessionnelles a pour but de favoriser « avant tout la tolérance et le respect envers les autres croyances et pratiques religieuses », l'opinion du pays semble convaincue, tant à gauche qu'à droite. Par exemple, dans une lettre ouverte en faveur des écoles religieuses musulmanes publiée le 2 décembre 1997 dans le journal de centre-gauche *The Guardian*, plusieurs personnalités de la vie politique et culturelle de gauche disent leur conviction que les écoles confessionnelles sont un moyen de « promouvoir des valeurs partagées, ainsi que l'égalité citoyenne ». A droite, les chefs du parti conservateur, l'anglican pratiquant William Hague, puis le catholique pratiquant Iain Duncan Smith, se prononcent eux aussi en faveur d'une multiplication des écoles confessionnelles du secteur public, en affirmant, en des termes semblables à ceux du gouvernement, que ces écoles « enseignent la tolérance et le respect des autres religions ». De leur côté, les autorités religieuses musulmanes, hindoues et sikhs promettent que leurs écoles transmettront des valeurs qui contribueront à éduquer les jeunes générations à une citoyenneté plurielle, constructive et solidaire, ce dont la société tout entière ne pourra que bénéficier. Les autorités religieuses juives et chrétiennes sont également satisfaites, le gouvernement Blair ayant pris soin de ne pas les oublier : plusieurs nouvelles écoles anglicanes, catholiques et juives, ainsi qu'une école orthodoxe et une école adventiste, sont intégrées au service public entre 1997 et 2002.

- 28 Cette généreuse unanimité n'est sans doute pas exempte d'arrière-pensées. En favorisant les écoles confessionnelles, les différents partis politiques courtisent le vote religieux ; de leur côté, les confessions religieuses ont intérêt à s'attirer les bonnes grâces (suivies de subventions) des hommes politiques. Parallèlement, la société sécularisée ou religieuse modérée espère que l'intégration des écoles des groupes religieux conduira ceux-ci à accepter les règles du jeu du pluralisme (ceux qui font ce pari s'appuient sur le fait que beaucoup de parents de la classe moyenne mettent leurs enfants dans les écoles confessionnelles nullement par attachement à la religion, mais par calcul utilitaire, puisqu'ils comptent avant tout sur le bon niveau académique de ces écoles pour donner à leur progéniture les meilleures chances d'intégration dans la vie professionnelle et économique) ; et de leur côté, les groupes religieux militants se disent qu'en se comportant en citoyens respectables et responsables, leur voix sera d'autant mieux entendue et leur influence d'autant plus forte dans le pays.
- 29 Malgré ces arrière-pensées, les années 1997-2001 restent marquées par la conviction optimiste que par le dialogue et la bonne volonté de chacun les intérêts particuliers des communautés vont pouvoir s'harmoniser et ainsi contribuer à l'intérêt général de la société. D'aucuns décrivent même les écoles confessionnelles comme le fer de lance de la citoyenneté pluraliste, et celles-ci semblent promises à un avenir radieux. Un rapport du ministère de l'Éducation nationale de janvier 2001, intitulé *Schools: Building on Success*, prévoit pour les années à venir des taux records d'intégration d'écoles confessionnelles privées dans le secteur public, et même, ce qui est nouveau et révolutionnaire, la création de nouvelles écoles confessionnelles directement au sein du service public. Les modalités pratiques sont précisées début 2002 : le gouvernement prévoit d'allouer 120 millions de livres sterling à l'intégration et à la création de 44 nouvelles écoles religieuses du secteur public (14 primaires et 30 secondaires), dont 15 seront dotées de bâtiments entièrement neufs. Environ la moitié de ces nouvelles écoles seront gérées par l'Église anglicane, et l'autre moitié par les autres confessions religieuses, par ordre d'importance. Les groupes religieux accueillent ces plans avec enthousiasme ; l'Église anglicane par exemple annonce un projet ambitieux : la fondation, au cours de la période 2002-07, de 100 nouvelles écoles anglicanes privées (situées en priorité dans les zones urbanisées où l'anglicanisme a perdu beaucoup d'influence depuis deux siècles), en espérant que la plupart de celles-ci seront ensuite intégrées par le gouvernement dans le service public.

Le retour de l'idée laïque

- 30 Mais dès les années 2001-02, plusieurs événements viennent briser l'optimisme multiculturaliste, redonnant du même coup de l'élan aux partisans de l'idéal laïque.
- 31 D'abord, les écoles confessionnelles vont être soupçonnées de contribuer à la violence interreligieuse. Durant l'été 2001, Bradford, Burnley et Oldham, villes industrielles du nord de l'Angleterre où la présence immigrée est forte, sont le théâtre de violentes batailles de rues entre jeunes de souche britannique et jeunes d'origine pakistanaise. Peu après, le rapport de Lord Herman Ouseley sur ces événements accuse la prolifération des écoles confessionnelles dans les quartiers populaires de conduire à une situation de ségrégation scolaire qui aggrave l'ignorance mutuelle et les préjugés entre communautés, et qui crée donc un climat propice aux émeutes interraciales (Ouseley, 2001 ; Latour, 2003). Peu après, l'arrestation d'un ancien élève d'une école

privée musulmane de Blackburn (Lancashire), dans le cadre d'une enquête antiterroriste, vient confirmer les craintes de ceux qui voient dans les écoles confessionnelles des pépinières de fanatiques. L'automne 2001 est aussi marqué, en Irlande du Nord, par les attaques répétées de jeunes protestants contre les élèves d'une école catholique d'Ardoyne (banlieue ouest de Belfast) : cet événement, largement couvert par les médias britanniques, remet en lumière le problème de la ségrégation scolaire en Irlande du Nord, où les écoles interconfessionnelles ou laïques restent l'exception.

- 32 Ensuite, ce contexte tendu fait que même lorsqu'aucune violence n'est constatée, l'opinion, les médias et les pouvoirs publics s'inquiètent dès que s'exprime une certaine militance religieuse au sein des écoles confessionnelles. Par exemple, toujours en 2001, l'Église anglicane fait paraître un rapport sur l'avenir des écoles confessionnelles publiques dont elle a la charge (Dearing, 2001). Ce texte appelle les écoles anglicanes à réaffirmer leur identité chrétienne et leur assigne un rôle stratégique dans la mission de l'Église envers le pays (*Church Schools Stand at the Centre of the Church's Mission to the Nation*). Une telle déclaration est accueillie avec méfiance par la presse et les milieux non-chrétiens. Puis en avril 2002 éclate « l'affaire des écoles créationnistes ». Les médias révèlent qu'une école secondaire évangélique de Gateshead (Nord-Est de l'Angleterre) enseigne à ses 1 250 élèves que Dieu a très bien pu créer le monde en sept jours et que la théorie de l'évolution est sujette à caution. Ce qui choque surtout, c'est qu'il s'agit là d'une école du secteur public, subventionnée à 100% par l'État. Six évêques anglicans, appartenant à l'aile libérale de leur Église, et un certain nombre de scientifiques de haut rang, rédigent ensemble une lettre ouverte à Tony Blair, où ils réaffirment que la théorie de l'évolution est la seule explication scientifiquement indubitable de l'origine du monde, et où ils demandent à l'État d'interdire l'enseignement de toute autre théorie de l'origine du monde dans les écoles publiques, y compris confessionnelles. L'école de Gateshead doit rentrer dans le rang, sous peine de se voir retirer ses subventions publiques. L'État annule d'ailleurs les subventions promises auparavant à une nouvelle école évangélique située à Torfaen (pays de Galles) et soupçonnée elle aussi de tendances créationnistes.
- 33 Enfin, il devient clair que l'opinion publique majoritaire est en train de basculer vers une position beaucoup plus laïque. Tout au long de l'année 2001, les principaux syndicats de fonctionnaires régionaux, d'enseignants et de directeurs d'écoles (Local Government Association, National Union of Teachers, Secondary Heads Association, Association of Teachers and Lecturers, National Association of Schoolmasters & Union of Women Teachers...) votent des motions qui rejettent la politique scolaire du gouvernement Blair. En novembre 2001, selon deux sondages nationaux indépendants conduits par les hebdomadaires *The Observer* et *Times Educational Supplement*, le pourcentage de Britanniques favorables à l'ouverture de nouvelles écoles confessionnelles ne dépasse pas 35% et 80% des Britanniques souhaiteraient que les écoles religieuses ne soient plus autorisées à recruter en priorité des élèves de leur propre confession³. La remontée du camp laïque se confirme le 7 février 2002 à la Chambre des communes, lorsque le parti libéral réussit à rallier 45 députés travaillistes pour voter contre la politique scolaire de Tony Blair (ce dernier gagne le vote, mais de justesse).
- 34 Voyant sa position fragilisée à l'échelle du pays comme à l'intérieur de son propre parti, Tony Blair choisit la prudence : déjà à l'occasion du remaniement ministériel de

juin 2001, il nomme au poste de ministre de l'Éducation Estelle Morris, connue pour être beaucoup moins favorable aux écoles confessionnelles que son prédécesseur David Blunkett. Ce dernier, devenu ministre de l'Intérieur, opère lui-même un revirement spectaculaire en septembre 2001 lors d'une interview télévisée, en se repentant publiquement d'avoir soutenu les écoles religieuses du temps où il était ministre de l'Éducation⁴. En novembre 2001, Estelle Morris met solennellement en garde les écoles religieuses contre toute incitation à la discrimination raciale. Depuis, en 2002-03, David Blunkett a plusieurs fois accusé les écoles confessionnelles d'être un frein à l'intégration des citoyens, critiquant notamment celles qui enseignent trop l'arabe ou l'urdu et pas assez l'anglais. Et il a récemment préconisé l'instauration de cours d'éducation civique extrascolaires (littéralement des *citizen classes*, ce qui pourrait se traduire par cours de citoyenneté), pour les jeunes et les adultes des minorités ethniques, afin de leur enseigner l'histoire britannique et la langue anglaise. Ces propos visent à rassurer non seulement le camp laïque, mais également l'aile nationaliste des conservateurs, puisque le gouvernement est attaqué à la fois sur sa gauche et sur sa droite. Certes, Tony Blair ne s'avoue pas vaincu, puisque la rentrée 2004 verra normalement encore une école musulmane et une école juive orthodoxe intégrer le secteur public, mais la prudence est de mise et les vastes projets des années 2001-02 semblent prendre du retard. Quant aux groupes religieux, si certains accentuent leurs revendications militantes, d'autres paraissent prêts à faire des concessions : l'Église anglicane propose par exemple de réserver dans ses écoles des quotas de places pour des élèves d'autres confessions ou sans religion, et même de créer la première école anglicane officiellement multireligieuse...

Conclusion

- 35 Comme souvent dans le système politique britannique, l'accumulation de compromis et de demi-réformes fait du système scolaire un ensemble très complexe formé de multiples strates héritées de l'histoire lointaine et récente. Le judéo-christianisme, la laïcité et le multiculturalisme s'y côtoient de façon parfois harmonieuse, et parfois contradictoire et conflictuelle. Un équilibre semblait avoir été atteint dans les années cinquante, mais depuis cette époque le système tend à devenir de plus en plus instable, au point qu'aujourd'hui l'avenir paraît incertain comme jamais. Si les écoles confessionnelles continuent de se développer, on ne sait pas si la militance identitaire, le communautarisme et la ghettoïsation des quartiers vont s'exacerber encore plus, ou si au contraire l'avenir donnera raison à ceux qui parient sur une ascension sociale des populations immigrées, et sur une sécularisation interne et une intégration sociale de plus en plus grandes des écoles religieuses. Mais il se pourrait aussi que se confirme et s'accroisse le virage de ces trois dernières années (2001-04) vers une laïcité plus affirmée, et combinant de plus en plus des idéaux intégrationnistes de gauche et des réflexes nationalistes de droite.
- 36 Les rapides évolutions actuelles nous préparent peut-être un curieux renversement. D'une part, le courant laïque qui reprend actuellement l'offensive en Angleterre présente souvent la laïcité à la française comme un exemple à suivre. D'autre part, en France les controverses autour de la loi contre les signes religieux ostensibles à l'école (mars 2004) ont révélé la présence inattendue d'un fort courant favorable à une politique pluraliste à l'anglo-saxonne. Au vu de ces tendances, il n'est pas exclu qu'un

jour le modèle dit « français » vienne à dominer en Angleterre, et que dans le même temps le modèle dit « anglo-saxon » vienne à dominer en France !

BIBLIOGRAPHIE

- BELL R., 1991. *The Right to be Different: Becoming a Voluntary School*. Bristol, Regius Press.
- BROWN C. G., 2001. *The Death of Christian Britain*. London, Routledge.
- COMMISSION FOR RACIAL EQUALITY, 1990. *Britain: A Plural Society*. London, CFRE.
- CRUICKSHANK M., 1963. *Church and State in Education, 1870 to the Present Day*. Basingstoke, Macmillan.
- DAVIE G., 1994. *Religion in Britain Since 1945*. Oxford, Blackwell (édition française : *La religion des britanniques*, 1996. Genève, Labor et Fides).
- DEARING LORD R., 2001. *The Way Ahead, Church of England Schools in the New Millennium*. London, Church Schools Review Group / Church House Publishing.
- GOULBOURNE H., 1991. « Varieties of Pluralism: The Notion of a Pluralist, Post-Imperial Britain », *New Community*, 211.
- KYMLICKA W., 1995. *Multicultural Citizenship*. Oxford, Oxford University Press (édition française : *La citoyenneté multiculturelle*, Paris, 2001. Paris, La Découverte).
- LATOURE V., 2003. « Integration or Disintegration? The British Multicultural Model in Question », *Recherches anglaises et nord-américaines*, 36 : 155-161.
- LEMOSSÉ M., 1993. « Le Rapport Swann : Education for All », *Revue française de civilisation britannique*, vol. 7/3 (novembre) : 43-60.
- OUSELEY LORD H., 2001. *Community Pride Not Prejudice*. London, Bradford Vision.
- POULTER S., 1998. *Ethnicity, Law and Human Rights: The English Experience*. Oxford, Oxford University Press.
- PUMFREY P., VERMA G., (eds), 1993. *Cultural Diversity and the Curriculum: the Foundation Subjects and Religious Education in Secondary Schools*. London, Falmer Press.
- SWANN LORD M., 1985. *Education for All - The Report of the Committee of Inquiry into the Education of Children from Ethnic Minority Groups*. London, HMSO.

NOTES

1. Cette étude porte bien sur l'Angleterre au sens strict, et non sur la Grande-Bretagne ou le Royaume-Uni ; cependant, par souci de variété stylistique, nous nous autorisons à utiliser de temps en temps l'adjectif « britannique », lorsque nos propos peuvent s'appliquer sans risque à l'ensemble de la Grande-Bretagne ou du Royaume-Uni.
2. Rappelons que le concept anglais de *public schools* désigne quant à lui des écoles « privées », plus précisément la quarantaine d'écoles privées les plus renommées.

3. *The Observer*, 11 November 2001 ; *Times Educational Supplement*, 30 November 2001.
 4. Emission « I'm Not Racist, But... », chaîne culturelle *Channel 4*, soir du 22 septembre 2001.
-

RÉSUMÉS

Contrairement au système français, le système scolaire public anglais a souvent préféré le compromis à la confrontation dans ses rapports avec les forces religieuses. Ce qui a notamment permis que des écoles religieuses reçoivent le statut d'écoles publiques tout en continuant d'être gérées par les institutions religieuses juives et chrétiennes. La diversification du paysage religieux britannique au cours de la seconde moitié du xx^e siècle a poussé les gouvernements à finalement étendre ce type de statut à des écoles fondées par des groupes religieux nouveaux dans le pays (musulmans, hindous et sikhs), donnant au système scolaire public anglais un visage nettement multiculturaliste. Cependant, les tensions intercommunautaires du début du xxi^e siècle freinent l'élan multiculturel et favorisent la renaissance d'un courant laïc qui souhaite séparer plus nettement école et religion.

Contrary to the French system, the English state school system has often preferred compromise to confrontation in its relations with religious forces. This has notably made it possible for religious schools to receive the status of state schools while remaining under the management of Jewish and Christian religious institutions. The diversification of the British religious scene in the second half of the 20th century led governments to eventually extend this kind of status to schools founded by religious groups newly established in the country (Muslims, Hindus, Sikhs), thus giving the English state school system a definitely multi-culturalist aspect. However, tensions between communities at the beginning of the 21st century are slowing down the multicultural drive and are leading to the revival of a secular movement wishing to establish a clearer separation between schools and religion.

INDEX

Keywords : education system, England, multiculturalism, religion, schools, secularism, State

Mots-clés : Angleterre, école, éducation, État, laïcité, multiculturalisme, religion

AUTEUR

CHRISTOPHER SINCLAIR

Université Marc Bloch (Strasbourg)